

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORSETTIG - (VALOFIELD)

1215 ROUTE DE LAGRANGES
47190 Aiguillon

Références : -
Code AIOT : 0005211662

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2026 dans l'établissement ORSETTIG - (VALOFIELD) implanté 1215 ROUTE DE LAGRANGES 47190 Aiguillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 6 janvier 2026 est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société Orsettig a changé de propriétaire en 2024. Lors de la visite, la nouvelle direction indique être engagée dans une démarche de redéploiement d'activités sur ce site d'Aiguillon. La mise à jour de la situation administrative (régularisation et création d'activités), engagée en 2024, n'est pas achevée au jour de la visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORSETTIG - (VALOFIELD)
- 1215 ROUTE DE LAGRANGES 47190 Aiguillon
- Code AIOT : 0005211662
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations exploitées par la société Orsettig à Aiguillon sont enregistrées au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral n°47-2018-07-23-001 du 23 juillet 2018. D'autres activités, relevant du régime de la déclaration, font l'objet de déclarations distinctes. Le site est utilisé à des fins de tri, transit et traitement de déchets pour valorisation, en particulier déchets de bois et de matériaux de construction.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En plus des constats rapportés dans les points de contrôles, l'inspection des installations met en évidence la dissémination de déchets susceptibles d'être emportés à l'extérieur par envol ou ruissellement. L'exploitant est tenu de prévenir ce phénomène et de veiller à la propreté du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Suites données à la précédente visite - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Suites données à la précédente visite - Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Suites données à la précédente	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	visite - Bruit et vibrations			
5	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Traitement des effluents - débourbeur-déshuileur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Traçabilité des déchets - registre national	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités qui avaient déjà été constatées lors de la précédente visite, avant le changement de gestionnaire/propriétaire, font l'objet d'une demande de correction rapide, soit sous un délai d'un mois. Elles concernent : la disponibilité des - et la capacité à mobiliser les - moyens de lutte contre l'incendie ; la mesure des retombées de poussières ; la mesure des niveaux de bruit et d'émergence ; l'analyse des rejets en eau.

La situation administrative du site, laquelle a évolué suite, notamment, au changement de gestionnaire/propriétaire de la société Orsettig, doit faire l'objet d'une mise à jour, au travers :
- d'un inventaire complet des activités et de leur classement ICPE à transmettre à l'inspection des installations classées ;
- le cas échéant, de la régularisation des activités (par dépôt de dossier/porter à connaissance, déclaration, cessation d'activité).

Enfin, l'exploitant transmet le justificatif d'entretien/curage du débourbeur-déshuileur du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2

Thème(s) : Situation administrative, rubriques et régimes de classement ICPE
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : Par déclaration du 11 octobre 2010, les installations du site sont classées au titre des rubriques 1510 et 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site fait en outre l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement daté du 23 juillet 2018 au titre des rubriques 2515 et 2517. En 2024, l'exploitant a procédé à la déclaration d'activités au titre des rubriques 2716 et 2794. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que la mise à jour de la situation administrative du site n'est pas achevée. Suite à ladite visite, il a procédé à des télé-déclarations au titre des rubriques 1532, 2710, 2714, 2718 et 2791. <u>L'inspection formule la demande détaillée dans l'encart ci-dessous.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>L'inspection demande la transmission d'une liste exhaustive des activités du site,</u> laquelle mentionne les rubriques et régimes de classement ICPE afférents, ainsi que des éventuelles <u>activités arrêtées définitivement.</u> L'exploitant est tenu, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> - d'engager les procédures de régularisation (notamment déclaration, dépôt de dossier, cessation d'activité), - et de porter à la connaissance de Monsieur le préfet toute modification notable et/ou substantielle des installations postérieure à l'arrêté d'enregistrement du 23 juillet 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Suites données à la précédente visite - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;

- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constat de la visite du 20/11/2018 :

"Lors de cette visite, il a pu être constaté que la réserve d'eau était envahie de plantes aquatiques en son fond. Nul doute qu'en cas de sinistre, l'eau de cette réserve d'eau ne pourrait pas être utilisée par les services de secours et d'incendie (SDIS). En outre, la réserve d'eau ne dispose pas de raccords normalisés afin que les sapeurs pompiers puissent pomper à l'intérieur de celle-ci. Par ailleurs l'établissement disposerait de bouches et poteaux incendie mais l'exploitant n'a pas pu fournir de renseignements".

Demande formulée par l'inspection des installations classées suite à ces constats :

"L'exploitant doit remettre en état sa réserve d'eau et obtenir de la part du SDIS une réception des équipements installés (notamment raccords normalisés)".

Constats :

Le dossier de demande d'enregistrement du site établit le besoin de réserve d'eau incendie à 140 m³, laquelle est constituée dans un bassin.

Au jour de la visite, la quantité d'eau présente est proche de la capacité maximale du bassin. Cette réserve vient compléter les moyens d'extinctions délivrés par le réseau d'irrigation (pour un débit de 20m³/h) et le poteau incendie positionné à l'entrée du site (pour un débit de 30m³/h).

- Lors de la visite, l'eau du bassin constituant la réserve incendie est gelée. L'état du fond du bassin ne peut être contrôlé. L'exploitant ne dispose pas de l'historique des éventuels travaux d'entretien.

- L'exploitant n'a pas fait vérifier les débits délivrés par le réseau d'irrigation et le poteau incendie.

- Le bassin de réserve d'eau incendie n'est pas équipé d'un dispositif permettant le contrôle du volume disponible (lequel doit être en permanence de 140m³).

- L'état du terrain autour du bassin, et la présence de stockages dans son immédiate périphérie, rendent difficile l'accès aux piétons et empêchent l'accès aux engins de secours.

Ces faits constituent des non-conformités à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Comme constaté lors de la visite précédente, le bassin n'est pas équipé d'un dispositif de raccordement, ni de pompe. L'exploitant n'a pas attesté que le SDIS du Lot-et-Garonne est en mesure de mobiliser les eaux dudit bassin. L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de garantir que la réserve d'eau du bassin est mobilisable en permanence, selon le(s) moyen(s) de son choix, en cohérence avec les moyens matériels effectivement détenus/mobilisables par le SDIS du Lot-et-Garonne.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, dans le délai d'un mois, de :

- attester la vérification des débits délivrés par le réseau d'irrigation (minimum attendu : 20 m³/h) et le poteau incendie (minimum attendu : 30 m³/h) ;
- justifier la disponibilité d'un volume de 140 m³ dans le bassin de réserve incendie, le cas échéant en attestant des travaux de curage/nettoyage, ET de la présence effective de ce volume d'eau dans le bassin ;
- équiper la réserve incendie d'un dispositif permettant le contrôle du volume d'eau disponible (lequel doit être en permanence de 140 m³) ;
- dégager un accès aisé au bassin/réserve incendie pour le service d'incendie et de secours (notamment ses engins) ;
- garantir l'accès immédiat à l'eau de la réserve incendie, soit par l'installation d'une conduite et/ou d'une pompe dotée(s) de raccordements conformes aux normes en vigueur (ou tout dispositif équivalent) pour permettre au service d'incendie et de secours (SDIS) de s'alimenter sur ces appareils, soit en obtenant un accord écrit du SDIS indiquant qu'il est en mesure d'utiliser les eaux du bassin par ses propres moyens, et compte tenu du fait que ledit bassin est dépourvu d'équipement. Dans tous les cas, l'exploitant est invité à solliciter l'avis du SDIS sur la solution à adopter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suites données à la précédente visite - Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance –poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour

les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) -méthode des plaquettes de dépôt- et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Constats :

L'exploitant ne réalise pas de mesure des retombées de poussières.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un bon de commande pour la mise en œuvre d'une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières conformément aux données du dossier de demande d'enregistrement, dans un délai d'un mois.

Dans un délai de trois mois, l'exploitant transmet un justificatif de la réalisation des mesures, ainsi que les résultats de ces mesures dès qu'ils sont en sa possession.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suites données à la précédente visite - Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52

Thème(s) : Risques chroniques, émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

<p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un bon de commande ou tout justificatif de programmation d'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence, effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée. Ce justificatif est transmis dans un délai d'un mois.</p> <p>L'exploitant justifie de la réalisation effective des mesures dans un délai de 3 mois et en transmet les résultats dès qu'il en est lui-même destinataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Emissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.</p> <p>Polluants [à mesurer] : DCO (sur effluent non décanté) ; Matières en suspension totales ; Hydrocarbures totaux.</p> <p>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de résultat d'analyse des eaux rejetées. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les résultats d'analyses prévues de eaux pluviales rejetées, et ce dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets - registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Situation administrative, transmission de données
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement. II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette

transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.
Constats : I - L'exploitant tient à jour un registre numérique des déchets qui transitent sur son site. Le contrôle effectué lors de la visite d'inspection ne statue pas sur la complétude dudit registre au regard de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets. L'exploitant est tenu de conformer son registre aux dispositions dudit arrêté du 31 mai 2021. II- L'exploitant dispose d'un compte d'accès à l'application en ligne Trackdéchets. Le site est en cours de certification pour procéder à la "sortie du statut de déchet". Dès perte du statut de déchets au sein de l'établissement, ce dernier est soumis à l'obligation de renseigner le registre national des déchets (depuis Trackdéchets).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des effluents -débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la justification des opérations d'entretien/curage du débourbeur-déshuileur. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre la justification du curage du débourbeur-déshuileur, notamment le bordereau de suivi de déchets des matières issues du curage, sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois